

le catalyseur

HORS SÉRIE


La Chimie : l'Ile-de-France en tête !

Stanislas de Gernay et Giovanni di Francesco - Assembly Conseil

ÉDITORIAL

Voici un an, certains ont exprimé le souhait d'avoir une meilleure vision de l'activité des Industries Chimiques en Ile-de-France.

Fort de cette demande, parfaitement justifiée, nous avons engagé une étude approfondie dont vous trouverez ci-après une synthèse des résultats, riche d'enseignements. Celle-ci présente cette Industrie Chimique francilienne, marquée par de profondes mutations depuis 15 ans, caractérisée par une très grande diversité et disposant d'une identité propre.

Quelles que soient les sources considérées, l'Ile-de-France reste la 1^{re} région et représente près d'un quart de l'Industrie Chimique française, avec plus de 50 000 salariés et 1 300 établissements.

La forte présence de la parachimie (parfumerie, peinture...) distingue sans doute l'Ile-de-France des autres régions.

De même notre région, davantage portée par les activités commerciales dont le commerce de parfumerie, connaît aussi une progression sensible du traitement des déchets.

Enfin on notera qu'aux côtés des sièges des grands groupes implantés principalement dans les Hauts-de-Seine, prospère un grand nombre de PME/ETI qui représente aujourd'hui plus des deux tiers des entreprises.

Ainsi, cette première étude permettra à chacun d'avoir une bonne perception des activités déployées dans la région capitale. Elle nécessitera aussi d'assurer un suivi dans la durée pour bien appréhender les évolutions de notre Industrie.

Je tiens à remercier tous ceux qui par leur contribution ont bien voulu accompagner notre démarche et à vous renouveler toute ma détermination dans la défense de vos intérêts.

Daniel Weizmann
Président de UIC Ile-de-France

Les Industries Chimiques constituent un secteur majeur de l'économie française, réalisant 81,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011, dont une large part à l'exportation.

Pour autant leurs contours sont mal connus, a fortiori à l'échelle régionale. Des études et statistiques d'origines variées indiquent des résultats parfois divergents, selon les critères retenus et les périmètres pris en compte.

La présente étude vise à renouveler la connaissance du tissu industriel de la Chimie en Ile-de-France.

Dans un premier temps, nous sommes partis du champ d'application de la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques (CCNIC) pour identifier les entreprises franciliennes concernées, leurs établissements basés en Ile-de-France et leurs effectifs.

Ces travaux ont donné lieu à une première restitution lors de l'Assemblée Générale de l'UIC Ile-de-France le 15 mai dernier.

Près de la moitié des sociétés déclarent une activité commerciale, tandis que les activités productives sont très diversifiées, avec en tête la parfumerie et les produits organiques de base, suivies d'une trentaine d'autres activités.

Nous avons réalisé un regroupement en sept segments principaux, présents tout au long de la chaîne de valeur.

Nous avons ensuite déterminé un panel de 340 sociétés de toute taille ayant publié régulièrement leurs comptes.

Nous avons pu ainsi retracer l'évolution du chiffre d'affaires, de la rentabilité et des effectifs des sept segments d'activité.

Ces trois indicateurs montrent une évolution contrastée selon les activités.

La chimie de base connaît la situation la plus difficile, tandis que d'autres segments comme la parfumerie ou le traitement des déchets voient une progression de ces trois indicateurs. Les savons et détergents connaissent la meilleure

progression de la rentabilité, mais au prix d'une forte baisse des effectifs.

Avec 52 800 salariés, 1 300 établissements et un chiffre d'affaires en hausse, une rentabilité stable... sur 5 ans

Ce numéro hors-série du Catalyseur restitue également une synthèse des études et statistiques existantes, notamment les enquêtes d'opinion de la Banque de France, l'analyse par la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES), de l'application de la CCNIC ou les indicateurs de l'emploi sur 10 ans de l'Observatoire Prospectif des métiers, des qualifications et de la diversité des Industries Chimiques (OPIC).

Les plus récentes datent d'octobre ou novembre dernier. Nous souhaitons ainsi donner aux lecteurs diverses clés de lecture de ce secteur complexe.



Situation générale

Un univers aux contours imprécis

Les études existantes portant sur « *la Chimie* » redéfinissent chacune le périmètre à retenir, y adjoignant tels ou tels secteurs, d'où une certaine diversité des résultats.

CCNIC et NAF

Le champ d'application professionnel de la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques (CCNIC) a été établi par l'accord du 23 octobre 1991, modifié le 4 novembre 1996. Il est défini par référence à la Nomenclature des Activités Françaises (NAF) de 1992.

L'article 1 de la CCNIC distingue les « *activités couvertes par l'UIC* », les « *activités couvertes par un syndicat patronal associé* » et les « *autres activités couvertes par l'UIC ou par un syndicat associé* ».

La NAF a depuis été remaniée à deux reprises, dans un souci de précision et d'adéquation avec les évolutions économiques et industrielles.

Ainsi des codes visés par la CCNIC ont été subdivisés, certaines subdivisions se situant maintenant manifestement hors de l'univers de la Chimie. D'autres codes ont été supprimés.

Une majeure partie des activités visées par la CCNIC sont décrites dans la division « *Industrie Chimique* » de la NAF, mais nous en retrouvons également dans d'autres divisions, notamment dans « *industrie pharmaceutique* » ou « *commerce de gros* ».

A ce problème de définition, s'ajoutent d'autres zones d'ombre :

- certaines sociétés ont opté pour une autre convention collective, et inversement d'autres ont choisi le rattachement à la CCNIC alors que leur code APE n'est pas visé par celle-ci ;
- le code APE est affecté par société, tandis qu'une même société peut avoir plusieurs établissements appliquant ou non la CCNIC en fonction d'activités distinctes. Il arrive même qu'un établissement applique plusieurs conventions collectives à différentes catégories de personnel ;
- les sociétés de certains codes transversaux (exemple « *Activités des sièges sociaux* ») sont difficiles à identifier comme appliquant ou non la CCNIC.

La « *Fiche statistique convention collective Industries Chimiques* » de la DARES

Dans des travaux récents (voir encadré en page 8), la DARES s'est livrée à la compilation des données des DADS², en fonction non pas des codes APE mais de la convention collective appliquée à chaque salarié.

Elle décompte ainsi **229 600 salariés français couverts au 31 décembre 2009 par la CCNIC**, relevant de l'UIC comme des autres syndicats patronaux associés, au sein de 5 990 établissements.

Ils travaillent principalement dans le secteur industriel, mais plus du quart relèvent des services.

Répartition des salariés par grands secteurs d'activité

(sources DARES, fiche IDCC Industries Chimiques, mars 2012)

Secteurs	Répartition
Fabrication de produits industriels	63,9 %
Commerce	16,5 %
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	10,4 %
Fabrication de denrées alimentaires	4,1 %
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,8 %
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	1,0 %
Autres	2,3 %
Total	100 %

La DARES établit ensuite le lien avec la Nomenclature des activités.

La CCNIC est appliquée par des entreprises relevant de plus de **75 codes APE différents**, soit bien plus que prévu par le champ initial de la convention.

En voici les dix plus importants (en pourcentage des salariés relevant de la CCNIC) :

Les 10 premiers codes APE appliquant la CCNIC

(sources DARES, fiche IDCC Industries Chimiques, mars 2012)

Code APE	Intitulé du code APE	% du total couvert
2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	12,2 %
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	8,4 %
4675Z	Commerce de gros de produits chimiques	6,3 %
2030Z	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	5,9 %
2059Z	Fabrication d'autres produits chimiques	3,8 %
2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	3,8 %
2013Z	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	3,1 %
4645Z	Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	2,8 %
2011Z	Fabrication de gaz industriels	2,7 %
7740Z	Location-bail de propriété intellectuelle	2,6 %

Lecture : les salariés de l'activité « Fabrication de gaz industriels » représentent 2,7 % des salariés couverts

La parfumerie vient largement en tête, entre sa fabrication, son commerce de gros et les magasins en franchise (activité « *Location-bail de propriété intellectuelle* »).

Nous constatons par ailleurs que même dans les activités les plus directement liées aux Industries Chimiques, un nombre non négligeable de salariés se voit appliqué une autre convention collective que la CCNIC.

Les 10 codes APE les plus couverts par la CCNIC

(sources DARES, fiche IDCC Industries Chimiques, mars 2012)

Code APE	Intitulé du code APE	% Couverture
1062Z	Fabrication de produits amylacés	100,0 %
2052Z	Fabrication de colles	99,1 %
2053Z	Commerce d'huiles essentielles	98,9 %
2020Z	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	98,1 %
2013Z	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	97,6 %
2011Z	Fabrication de gaz industriels	96,0 %
2030Z	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	95,1 %
2015Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	93,6 %
2017Z	Fabrication de caoutchouc synthétique	92,4 %
2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	91,9 %

Lecture : 96 % des salariés de l'activité « Fabrication de gaz industriels » sont couverts par la CCNIC

Cette étude de la DARES ne mentionne que des chiffres nationaux, toutefois en considérant que l'Ile-de-France représente 24 % des effectifs de la chimie (voir ci-après), nous obtenons le chiffre de **55 104 salariés franciliens**.

¹ Par convention, nous ferons référence dans cette étude respectivement à « Art.I-1 UIC », « Art.I-2 Associés » et « Art.I-3 Autres »

² Déclarations Annuelles de Données Sociales, formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application de l'article R243-14 du code de la sécurité sociale

Les travaux de l'OPIC

Les estimations publiées en 2012 par l'OPIC (voir encadré en page 8) font état de 203 985 salariés en 2010 au sein de 5 971 établissements, sans distinction entre activités relevant de l'UIC et celles des syndicats patronaux associés.

L'Ile-de-France est de loin la première région, avec **48 181 salariés** (24 % de l'ensemble) et 1 294 établissements (22 % de l'ensemble).

Classement des régions par effectifs

Classement des régions par établissements

(sources OPIC, juin 2012)

Régions	Nb salariés	% du total	Régions	Nb Ets	% du total
Ile-de-France	48 181	24 %	Ile-de-France	1 294	22 %
Rhône-Alpes	26 014	13 %	Rhône-Alpes	692	12 %
Provence Alpes Côte-d'azur	15 632	8 %	Provence Alpes Côte-d'azur	664	11 %
Nord Pas-de-Calais	14 777	7 %	Nord Pas-de-Calais	307	5 %
Picardie	12 780	6 %	Aquitaine	305	5 %
Haute-Normandie	11 888	6 %	Pays-de-la-Loire	276	5 %
Centre	9 206	5 %	Midi-Pyrénées	273	5 %
Autres régions	65 505	31 %	Autres régions	2 160	35 %

Notre méthodologie: une approche pragmatique

Un premier travail a permis de recenser les codes APE potentiels et de retenir ceux les plus directement concernés par l'UIC Ile-de-France, grâce à un tableau de correspondance que nous avons établi entre la CCNIC et les codes actuels.

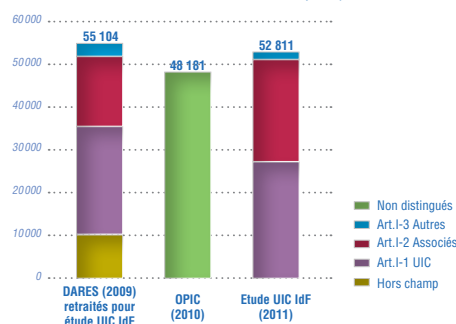
Nous avons ensuite réalisé une extraction selon ces codes des sociétés basées en Ile-de-France de plus de 50 salariés, répertoriées dans l'une des bases commerciales les plus complètes du marché, la base Astrée³. Nous avons sélectionné ainsi 357 sociétés.

Une troisième étape visait à identifier leurs établissements basés en Ile-de-France. Devant le grand nombre de résultats obtenu (près de 680 établissements), nous avons procédé à un contrôle par phoning⁴ pour vérifier l'existence matérielle de ces établissements. Un certain nombre s'est révélé n'être que des coquilles juridiques, sans effectif. Ont ainsi été retenus pour notre étude 494 établissements.

Dans une dernière étape, nous avons renseigné les effectifs par établissement, soit un résultat de **52 800 salariés pour l'Ile-de-France**, dont près des trois quart ont été confirmés par contrôle direct.

Répartition des salariés par champ d'application CCNIC

(en nb de salariés, sources DARES, OPIC, Bureau van Dijk, exploitation Assembly Conseil)



³ Administrée par le Bureau van Dijk, elle est alimentée par les greffes des tribunaux de commerce et le BODACC.

⁴ Enquête téléphonique anonyme réalisée en avril 2012 au standard de 230 établissements, portant sur le nombre d'établissements ainsi que les effectifs et l'activité de chacun.

Une conjoncture économique positive mais incertaine

Au niveau national, après un violent recul fin 2008, l'indice de production industrielle⁵ du secteur des Industries Chimiques montre une tendance haussière depuis plus de trois ans. Si l'année 2012 a connu un niveau élevé en début de période, la production est en recul sur les derniers mois, de manière plus marquée que chez nos voisins européens.

Fait marquant, la balance commerciale reste à tout moment excédentaire.

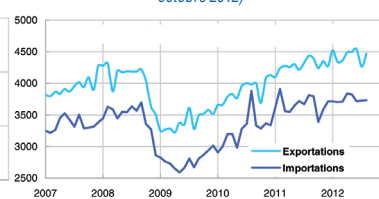
Évolution de l'indice de la production industrielle

(Insee, IPI, base 100 en 2005, calculs DGCIS, octobre 2012)



Évolution de la balance commerciale

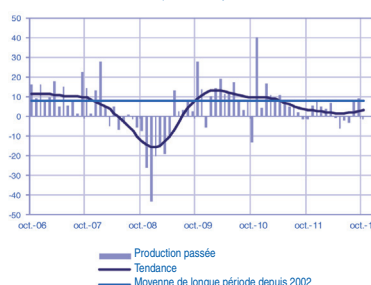
(Douanes, en M€ par mois, DGCIS, octobre 2012)



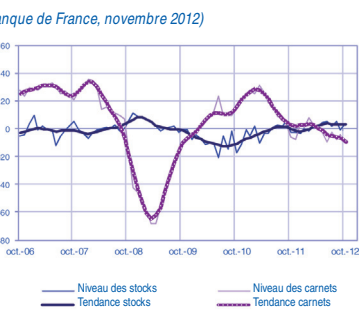
Dans les enquêtes d'opinion mensuelles de la Banque de France, les chefs d'entreprises français restent **positifs sur le niveau de production**, mais plus inquiets depuis mai 2012 sur les perspectives de commandes.

Évolution de la production

(solde d'opinion en CVS, sources Banque de France, novembre 2012)



Évolution des stocks et carnet de commandes



En Ile-de-France, les dernières tendances recueillies par la Banque de France⁷ en octobre dernier font état de carnets de commandes qui se reconstituent et d'une production moins soutenue qu'au cours des deux mois précédents.

Quant aux effectifs, et selon les dernières statistiques publiées⁸, **l'emploi des Industries Chimiques en Ile-de-France est resté stable au 1^{er} trimestre 2012** (-100 salariés par rapport au 4^e trimestre 2011). L'emploi salarié a connu un recul de 2,6 % entre mars 2011 et mars 2012, à comparer à la chute de l'intérim de 13,4 % sur la même période.

La chimie ne faisait d'ailleurs pas partie au 1^{er} trimestre 2012 des secteurs ayant déclaré le plus de licenciements collectifs auprès de la DIRECCTE.

⁵ Mesure par l'Insee des variations des quantités produites par industrie ; données synthétisées dans le Tableau de bord mensuel de l'activité industrielle – Ministère du redressement productif, octobre 2012

⁶ Enquête mensuelle de conjoncture – Banque de France, novembre 2012 ; Le solde d'opinion est la somme des opinions positives et négatives données par les chefs d'entreprise, pondérées par l'effectif de l'entreprise et redressées par la valeur ajoutée de chaque secteur. Un solde positif indique qu'une majorité de répondants estime que la variable mesurée a progressé.

⁷ La conjoncture en Ile-de-France, Enquêtes mensuelles – Banque de France, novembre 2012

⁸ BREF Ile-de-France, DIRECCTE Ile-de-France, septembre 2012



Panorama des industries chimiques en Ile-de-France fin 2011

Des entreprises présentes sur l'ensemble de la chaîne de valeur

Comme indiqué précédemment, nous avons identifié 357 sociétés de plus de 50 salariés en Ile-de-France. Près des deux tiers font partie du périmètre de la CCNIC couvert par l'UIC, le dernier tiers relevant essentiellement des syndicats patronaux associés.

Afin de les étudier avec finesse, nous avons réalisé une **segmentation selon leur place dans la chaîne de valeur**.

Le schéma ci-dessous représente :

- le cycle de vie des produits, de l'extraction des matières premières au retraitement des déchets.
- la deuxième colonne positionne les activités des entreprises de la chimie. Nous constatons leur présence à tous les stades post-extraction.
- la dernière colonne représente le découpage en principaux segments réalisé dans le cadre de cette étude, en fonction de l'importance numérique (nombre, chiffre d'affaires, effectifs) des sociétés concernées. Il n'a pas été possible d'isoler les entreprises du transport/stockage qui sont dès lors incluses dans le segment « 6. Commerce chimie ».

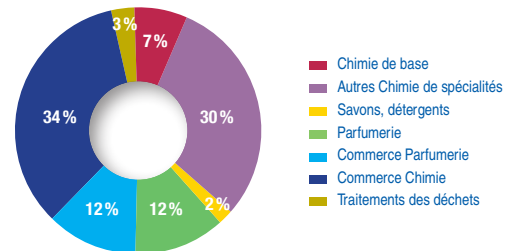
La chaîne de valeur des Industries Chimiques



Les segments de la chaîne de valeur sont représentés de manière inégale :

- les activités aux extrémités (chimie de base, retraitement) sont minoritaires ;
- les activités commerciales représentent près de la moitié des sociétés ;
- la parfumerie (fabrication et commercialisation) regroupe un quart des entreprises.

Répartition des sociétés par segments d'activité
(en % du panel, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



Le tableau ci-dessous montre la grande diversité des activités productives, représentant 2 à 5 % du total pour les plus importantes, moins de 1 % chacune pour une vingtaine d'autres activités.

Poids des différentes activités dans l'ensemble
(en % du panel, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)

Code APE	Intitulé du code APE	Poids
4675Z	Commerce de gros de produits chimiques	33 %
4645Z	Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	11 %
2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	11 %
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	5 %
2030Z	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	4 %
2059Z	Fabrication d'autres produits chimiques	4 %
3822Z	Traitement et élimination des déchets dangereux	3 %
2011Z	Fabrication de gaz industriels	3 %
2013Z	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	2 %
2016Z	Fabrication de matières plastiques de base	2 %
2110Z	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	2 %
2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	2 %
7112B	Ingénierie, études techniques	2 %
1089Z	Fabrication d'autres produits alimentaires	2 %
-	Autres activités	14 %

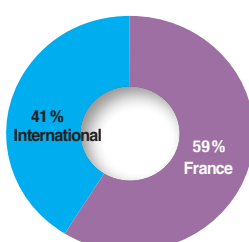
Des entreprises internationales

Plus de 40 % des sociétés identifiées appartiennent à un groupe étranger.

Les pays les plus souvent représentés sont les Etats-Unis, puis les pays d'Europe de l'Ouest (dont principalement l'Allemagne), puis le Japon.

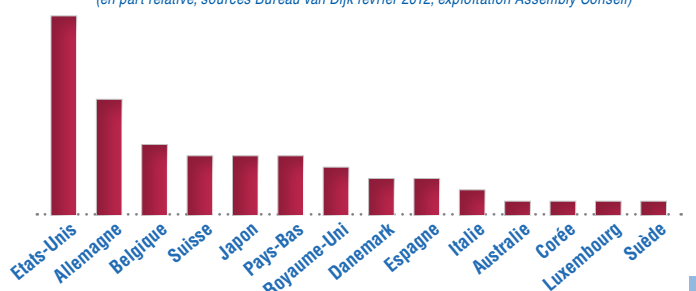
Part des sociétés d'appartenance française

(en % du panel, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



Principales nationalités de l'échantillon

(en part relative, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



21 % des entreprises réalisent 88 % du chiffre d'affaires

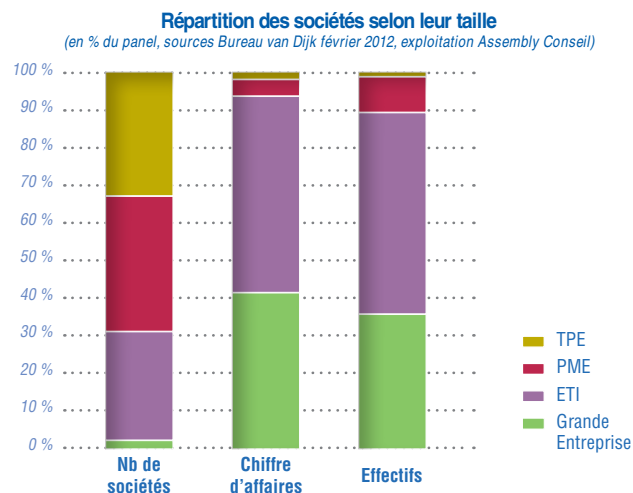
Parmi les entreprises basées en Ile-de-France⁹, nous avons retenu un **panel de 340 sociétés**, sans distinction de taille, présentes dans tous les segments de l'étude, et dont les comptes sont publiés sur cinq ans (c'est-à-dire la période 2006-2010).

Ont ainsi été étudiés le chiffre d'affaires, la rentabilité et les effectifs, à fin 2010 et en évolution sur cinq ans.

La prédominance de quelques grands groupes

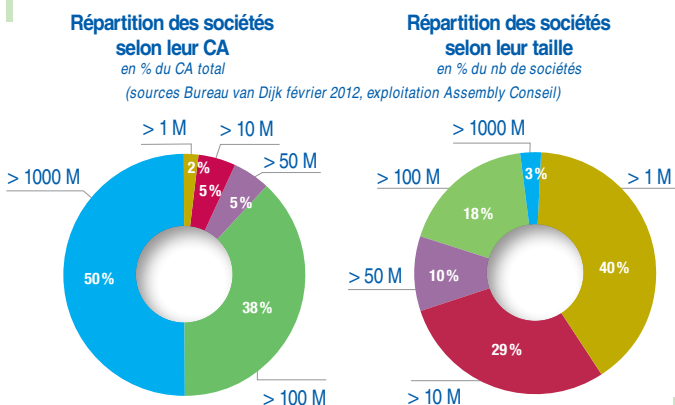
Les Grandes Entreprises (au sens de la loi de modernisation de l'économie de 2008) sont très peu nombreuses dans le panel. ETI, PME et TPE sont présentes de manière relativement équilibrée, avec une première place pour les PME.

Par contre Grandes Entreprises et ETI représentent l'essentiel du chiffre d'affaires (93,5 %) et des effectifs (89,2 %).

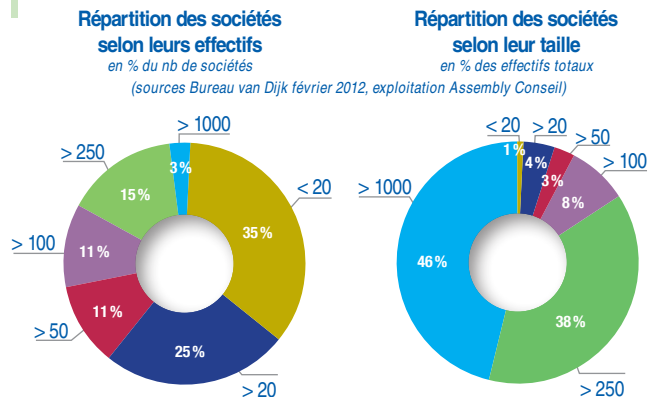


Plus précisément, les entreprises réalisant plus de 100 M € de chiffre d'affaires totalisent **88 % du chiffre d'affaires du secteur**, alors qu'elles ne représentent que 21 % des sociétés.

A l'inverse les 40 % du panel réalisant entre 1 et 10 M € de chiffre d'affaires ne pèsent que 2 % du total des ventes.

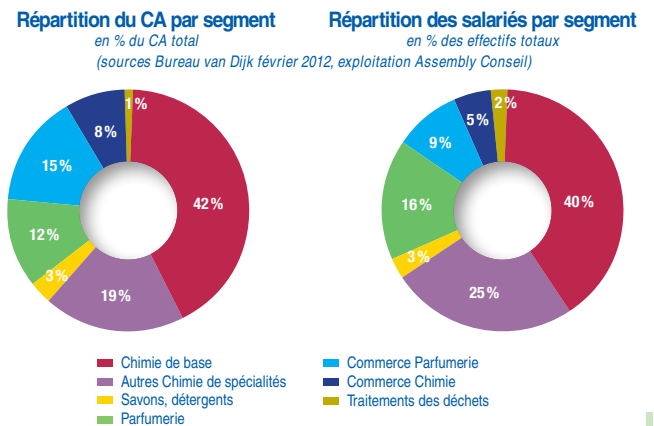


De même en termes d'effectifs, les sociétés de plus de 1 000 salariés ne sont que 3,5 %, mais emploient près de la moitié des salariés.

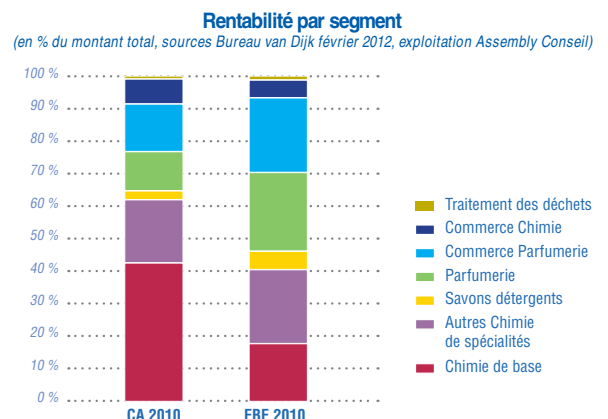


Un fort contraste entre chiffre d'affaires et rentabilité par segments.

En décomposant par segments, nous constatons une proportionnalité évidente entre chiffre d'affaires et salariés : les segments à plus fort chiffre d'affaires ont également les effectifs les plus étoffés. Dans les deux domaines, **la chimie de base représente plus de 50 % du total**.



La physionomie du secteur change en termes de rentabilité, mesurée en faisant le ratio de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) sur le chiffre d'affaires. Les segments de la chimie de base et du commerce de la chimie sont les moins rentables, à l'opposé de la fabrication et de la commercialisation de parfumerie ainsi que la fabrication de savons et détergents.



⁹ Signalons ici un certain biais : les sociétés franciliennes sont souvent des sièges sociaux consolidant du chiffre d'affaires et des effectifs situés hors de la région, données impossibles à retraiter.



Une évolution francilienne contrastée sur 5 ans

Un chiffre d'affaires en faible hausse

Sur cinq ans le panel a connu **une faible tendance haussière**, tandis que l'évolution par segments montre une situation contrastée.

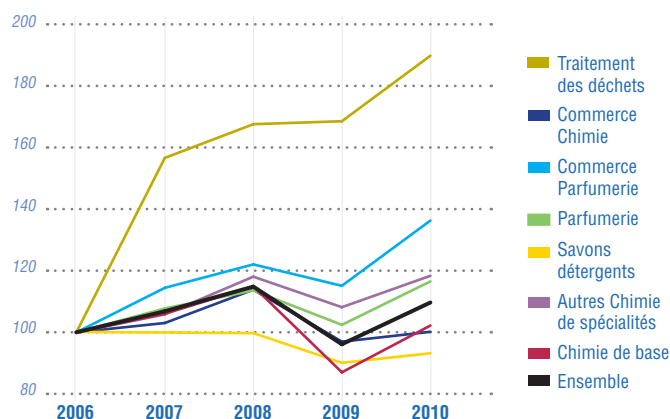
Le commerce de parfumerie connaît une belle progression. Nous retrouvons là une tendance globale du secteur du luxe qui se porte bien en ces temps de crise.

Le secteur du traitement des déchets connaît pour sa part une très forte hausse, à relativiser toutefois au regard d'un chiffre d'affaires encore faible en valeur.

Les segments de la chimie de base, du commerce de la chimie et des savons, détergents et produits d'entretien sont eux dans une situation plus difficile, avec des chiffres juste stables ou en retrait sur la période.

Evolution du chiffre d'affaires par segment

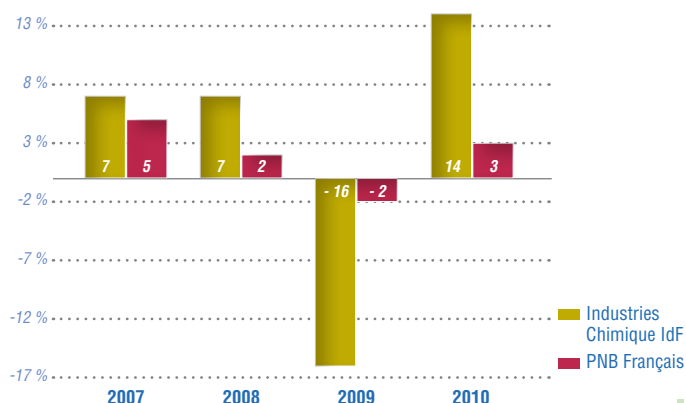
(base 100 en 2006, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



Par rapport au reste de l'économie française, nous constatons que les Industries Chimiques franciliennes ont maintenu leur croissance en 2008 tandis que le PNB français se contractait, malheureusement en connaissant en 2009 un très fort coup d'arrêt.

Variations comparées du CA et du PNB français

(en % de variation annuelle, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



En sens inverse, la reprise de 2010 a également été nettement plus marquée pour la chimie en Ile-de-France.

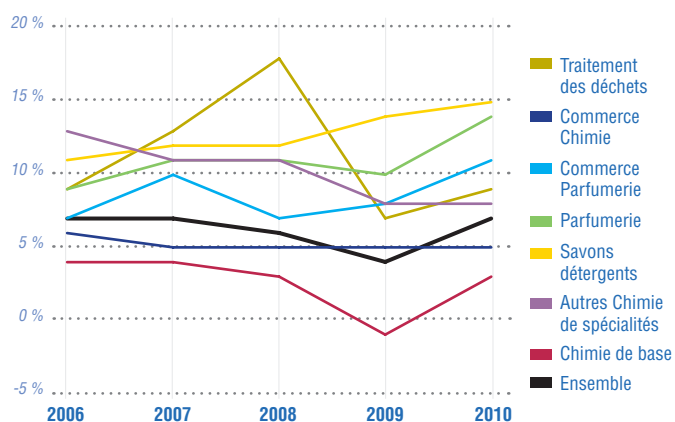
Un niveau de rentabilité stable

La rentabilité moyenne (exprimée par le ratio Excédent Brut d'Exploitation sur Chiffre d'Affaires) de notre panel est restée relativement stable autour de 7 % entre le début et la fin de la période d'étude, mais avec un fléchissement en 2008 et surtout 2009.

Toutefois, là aussi les différents segments connaissent une évolution variable. Si les savons et détergents et, sauf pour 2009, la parfumerie affichent une tendance constamment positive, les segments de la chimie de base et surtout des autres chimies de spécialités connaissent, pour leur part, une baisse de leur rentabilité moyenne.

Evolution de la rentabilité par segment

(ratio EBE sur CA, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



Des effectifs en recul

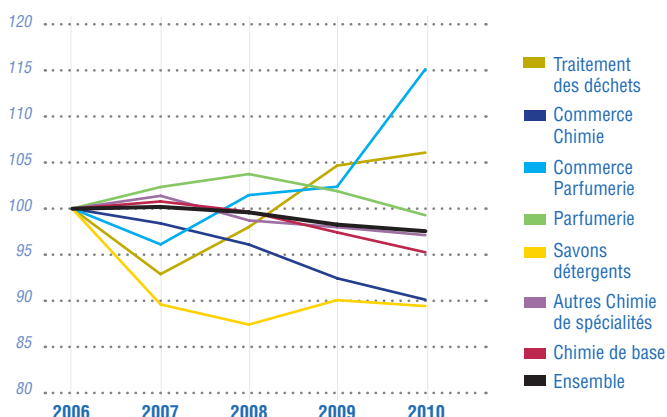
Le solde des effectifs est négatif chaque année depuis 2008, de l'ordre de - 0,5 à - 1,5 % par an.

Notre panel connaît ainsi **une faible érosion du nombre de ses salariés**, en ligne avec les chiffres de la DIRECCTE Ile-de-France mais moins marquée que le reflux décrit sur une période plus longue.

Seul le segment du commerce de parfumerie a connu une progression sensible de ses effectifs. Les plus touchés sont le commerce de chimie et les savons, détergents et produits d'entretien.

Evolution des effectifs par segment

(base 100 en 2006, sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)





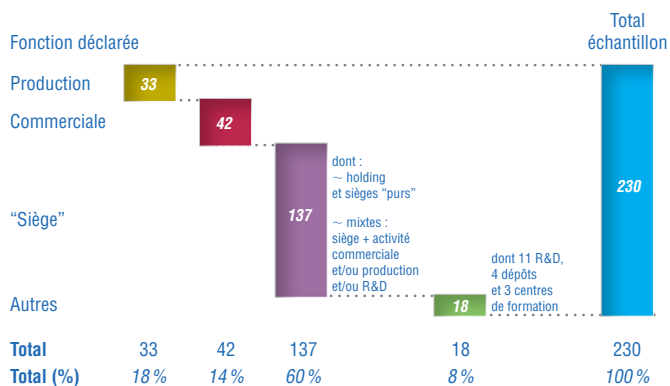
Zoom sur...

Les établissements : des sites supports, fortement concentrés

Une faible part de sites de production

Le phoning réalisé pour quantifier les effectifs (voir première partie) a également permis d'interroger les sites sur leurs fonctions réelles au-delà des classifications : 230 établissements ont ainsi été qualifiés.

Répartition des établissements franciliens selon la fonction déclarée
(échantillon 230 Etablissements, enquête téléphonique, avril 2012)



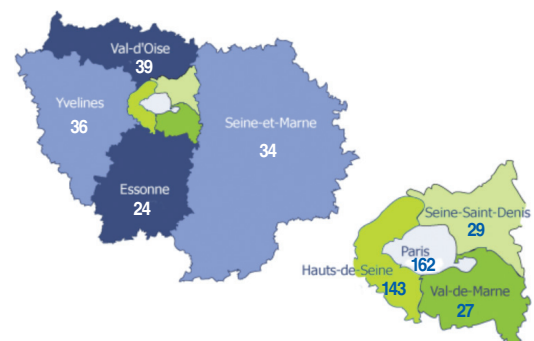
Nous observons **une majorité d'établissements se présentant comme « le siège »**, généralement ayant une activité purement administrative, dont toutefois certains déclarent abriter également une activité commerciale (boutique, succursale) voire productive (usines).

Une répartition géographique déséquilibrée

La répartition géographique des établissements montre **une très nette prédominance de Paris et des Hauts-de-Seine**, respectivement 162 et 143 établissements, plus précisément dans une zone comprise entre Puteaux, Colombes et le 8^e arrondissement de Paris.

C'est la marque du poids des sièges sociaux nationaux et plus largement des sites de fonctions support.

Répartition géographique des établissements
(sources Bureau van Dijk février 2012, exploitation Assembly Conseil)



Les six autres départements oscillent entre 24 et 29 établissements chacun.

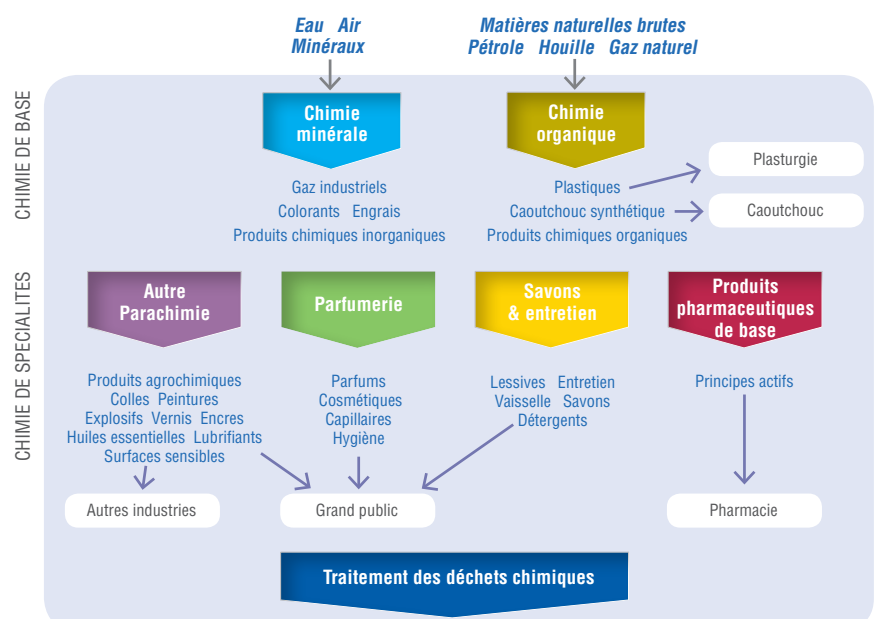
Les produits chimiques : très diversifiés et consommés par tous

Les produits chimiques sont extrêmement divers, aussi proposons-nous **une typologie simplifiée**, selon leur place dans la chaîne de spécialisation et par grandes familles :

- la chimie de base utilise des matières premières pour produire les éléments chimiques fondamentaux nécessaires aux autres procédés. On distingue chimie minérale de chimie organique selon la nature de ces matières premières.
- la chimie des intermédiaires et spécialités couvre une grande diversité de produits, que nous avons regroupés en quatre ensembles : la parfumerie, les savons détergents et produits d'entretien, les produits pharmaceutiques de base et les autres produits de la parachimie.
- le retraitement conclut notre schéma, sachant qu'une partie croissante des déchets retraités relève des Industries Chimiques.

Les Industries Chimiques irriguent ainsi l'ensemble du tissu économique : le secteur agricole (agrochimie), l'industrie (automobile, plasturgie, électronique...), les services (santé), les consommateurs finaux (parfums, détergents, peintures...).

Schéma d'ensemble de la typologie des produits chimiques



Des perspectives

Malgré une certaine morosité des marchés, les Industries Chimiques d'Ile-de-France disposent de solides atouts pour assurer leur avenir.

Un secteur diversifié

Dans une région capitale que l'on dit souvent dédiée aux services et aux fonctions supports, les Industries Chimiques gardent une grande diversité de leurs activités, y compris productives, et de leurs entreprises, de la TPE de trois personnes aux multinationales leaders mondiaux.

La chimie traditionnelle recule certes, mais de nouveaux segments prennent le relais : le luxe, l'environnement...

Sans être aisé, un rééquilibrage des ressources – sites, salariés – est ainsi envisageable, avec l'appui de l'organisation professionnelle et l'aide des pouvoirs publics.

Une innovation soutenue

De nouveaux domaines se développent, qui sont autant de relais de croissance : cosméceutique, nutraceutique, nutricosmétique, environnement, biotechnologie, valorisation des déchets...

Prenons le seul secteur de l'environnement : après une période « défensive » d'adaptation des process au durcissement de la réglementation, place à une politique proactive de R&D et d'ouverture de nouveaux marchés. La « chimie verte » est le fer de lance d'un mouvement de transition écologique qui touche maintenant des pans entiers de l'économie nationale, et qui représente un enjeu majeur dans une région à forte densité de population comme l'Ile-de-France.

La qualité contre la désindustrialisation

Le poids de la réglementation relevant les contraintes environnementales, l'absence de soutien des pouvoirs publics, voire leur pression contraire, ont provoqué la désindustrialisation de l'Ile-de-France vers d'autres régions de France ou d'Europe et vers l'Asie.

Signalons ici l'existence d'un faible courant contraire, à détecter et à encourager. En effet, on commence à assister au rapatriement depuis l'Asie de certaines activités trop intermédiées ou de qualité trop inégale. Aux entreprises franciliennes de se positionner en mettant notamment en avant la fiabilité de leurs process, la traçabilité de leurs produits et leur respect des critères Environnementaux Sociaux et de Gouvernance (ESG).

Une image de marque à restaurer

Nous avons ressenti de manière frappante, lors des interviews menées dans le cadre de cette étude, la posture de dirigeants nettement sur la défensive. Pouvoirs publics et population semblent ignorer que la chimie – « l'industrie des industries » – est présente partout, y compris dans certaines activités les mieux connues. Cette mésestime déteint sur l'attractivité de certaines fonctions, rendant le recrutement de techniciens plus difficile, signe qu'il conviendrait de redorer le blason de la chimie dès l'enseignement secondaire.

La forte capacité d'innovation des industriels mise au service du développement durable constitue aujourd'hui l'atout majeur de la chimie pour reconquérir les faveurs des Franciliens et ouvrir de nouvelles et prospères perspectives.

Les attentes des adhérents de l'UIC Ile-de-France

Ces attentes s'organisent autour de trois axes : **défense de la profession, services aux adhérents et mise en réseau.**

Elles visent plus particulièrement :

Défense :

- défendre la filière auprès des pouvoirs publics / dialoguer avec les pouvoirs publics pour faciliter la mise en œuvre de la réglementation sécurité-environnement ;
- valoriser la filière auprès du grand public, notamment des jeunes et des étudiants ;
- maintenir en Ile-de-France un tissu industriel chimique diversifié.

Services :

- aider à la compréhension de la réglementation ;
- assurer une veille réglementaire ;
- définir et mettre en œuvre une base juridique commune, autour de la CCNIC ;
- donner des conseils : droit social, sécurité, prévention, export.

Réseau :

- permettre la mise en commun d'expériences, échange d'informations (par exemple sur l'application de REACH) ;
- permettre la mise en relation entre professionnels du secteur.

De nouvelles études publiées en 2012

Signalons deux nouvelles études parues en 2012 et destinées à se développer dans les années à venir :

Le Tableau de bord « L'emploi dans les Industries Chimiques 2000-2010 »

Ce document a été publié en juin 2012 par l'OPIIC, Observatoire Prospectif des Industries Chimiques, et résulte d'une exploitation de la base de données UNEDIC, de l'enquête « *Emploi en continu* » de l'Insee et d'une enquête de branche de 2010. Il propose sous forme graphique des indicateurs relatifs à l'emploi couvrant les dix années précédentes.

Information : www.observatoireindustrieschimiques.com
Contact : abouabssa@uic.fr

Les travaux de la DARES « Conventions collectives : nomenclatures et données statistiques »

Publiés en mars 2012, ils sont basés sur le retraitement des données déclarées dans les DADS quant à la convention collective appliquée. Ils sont présentés sous forme de « *Fiches statistiques convention collective* », et synthétisés dans le DARES Analyses de mars 2012 « *Portrait statistique des principales conventions collectives de branche en 2009* ».

Appelons de nos vœux que soient publiés prochainement des résultats régionaux.

Information : www.travail.gouv.fr (rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)